

Laissez-moi citer des exemples. Le gouvernement a établi le Conseil national des grains pour qu'il lui indique les perspectives d'avenir dans deux ans, après que ses comités auraient étudié ces questions. Nous avons une Commission canadienne du blé, la Commission des grains, le Conseil de recherches agricoles, le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Industrie et du Commerce. Parmi tout ce monde, n'y a-t-il personne qui puisse bien conseiller le gouvernement? Sinon, pourquoi avons-nous toutes ces agences? Si ces personnes sont compétentes, elles devraient être appelées à fournir des solutions aux problèmes. Assurément, si elles touchent des traitements de \$25,000 ou \$30,000 par année, elles devraient être capables de conseiller le gouvernement à ce sujet.

Des représentants des sociétés céréalières ont été nommés au Conseil national des grains. Sont-ils en mesure de nous conseiller sur les problèmes des céréales puisque ces compagnies vivent du revenu que leur procure la manutention des céréales? Le gouvernement devrait examiner la question immédiatement et décréter que la situation est urgente. Il lui faut reconnaître que le moment est passé d'interminables séances et de rapports de comités, rapports dont la moitié sera classée comme secret d'État de sorte que nous ne saurons pas ce qu'il en est.

Je ne vois aucune raison de fournir à la Chambre les derniers chiffres des contingents de céréales. Le gouvernement les connaît. La situation a été maintes fois exposée à la Chambre. Que ferons-nous des terres excédentaires sur lesquelles nous ne pouvons cultiver du blé? Nous lancerons-nous dans l'élevage, le bétail ou les graines oléagineuses? Il faudrait des directives à ce sujet. Le gouvernement devrait élaborer une politique qui résoudra le problème.

En plus de la culture des céréales, je fais l'élevage des bestiaux. Je n'étais pas tellement heureux l'autre jour en entendant le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) déclarer qu'il était disposé à se joindre au laquais des magasins à succursales pour boycotter le produit que je cherche à vendre. Je rends hommage au ministre de l'Agriculture (M. Olson) pour s'être levé et avoir donné son opinion. Il l'a fait parce qu'il connaît les circonstances dans lesquelles se trouve l'éleveur.

J'ai en main un rapport sur le discours qu'a prononcé à Vancouver le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin). Il a fait un voyage en Asie. Je m'en réjouis. Peut-être a-t-il amélioré nos ventes de céréales

dans cette partie du monde. C'est un homme d'une haute compétence et je suis certain qu'on lui a fait bon accueil. Pendant qu'il se trouvait en Australie, il a persuadé les autorités de ce pays de réduire les droits sur la graine de colza qu'on venait d'augmenter. Il s'est rendu aussi en Nouvelle-Zélande. Dans son discours de Vancouver le ministre a dit:

J'ai pu également leur signaler ...

C'est-à-dire aux Néo-Zélandais.

... la demande croissante sur le marché canadien d'autres produits agricoles en provenance de Nouvelle-Zélande, surtout l'agneau et le bœuf. Il semble bien que ces produits seront plus demandés sur le marché canadien en 1969, et la Nouvelle-Zélande pourra probablement augmenter d'une bonne moitié ses exportations vers le Canada.

Elles s'élevaient à 19 millions de dollars en 1968. Je me demande si, avant la conclusion d'une telle entente, le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre de l'Agriculture se sont consultés. Avant que le Canada négocie des importations de produits agricoles d'un autre pays de la zone tempérée, qui fera concurrence à nos produits il faut tenir compte de nos propres producteurs. Nous devons faire des changements considérables dans la production des Prairies. Nous savons fort bien qu'il faudra le reconnaître.

J'ai toujours vécu dans les Prairies et je n'ai pas d'illusion là-dessus. Je sais le sort qui nous attend. Je ne crois pas que nous courrions vers un désastre, mais nous devons faire quelques rajustements dans ce secteur avant d'encourager l'importation des viandes de Nouvelle-Zélande. A mon avis, le gouvernement, le ministre de l'Agriculture, le ministre de l'Industrie et du Commerce ainsi que le ministre de la Consommation et des Corporations devraient tenir une conférence et étudier les perspectives de notre agriculture, car le temps presse. Je respecte beaucoup le ministre de l'Industrie et du Commerce. Il nous a souvent, ici, parlé avec une entière franchise.

• (9.10 p.m.)

Je le répète: en ce moment critique nous devrions par-dessus tout éviter d'augmenter les importations qui concurrencent l'industrie canadienne déjà en position excédentaire. Nous avons besoin d'une politique agricole et je crains que nous n'en ayons pas. Où allons-nous? Combien d'acres pouvons-nous avoir en emblavures? Combien de bestiaux pouvons-nous utilement produire et vendre dans les limites du marché nord-américain? Combien nous faut-il de lait en poudre, de beurre, de vaches? La Commission canadienne du lait veut faire disparaître le petit producteur de